

· ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris

www.esprit.presse.fr

Rédaction : 01 48 04 92 90 - redaction@esprit.presse.fr

Ventes et abonnements : 03 80 48 95 45 - abonnement@esprit.presse.fr

Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier

Directrice de la rédaction Anne-Lorraine Bujon

Rédactrice en chef Anne Dujin

Rédacteur en chef adjoint Jonathan Chaliar

Responsable de la communication Edouard Chignardet

Comité de rédaction

Emmanuel Alloa, Joseph Bahout, Françoise Benhamou, Hamit Bozarslan,
Sylvie Bressler, Fabienne Brugère, François Crémieux, Carole Desbarats,
Élise Domenach, Matthieu Febvre-Issaly, Michaël Fœssel, Antoine Garapon,
Joël Hubrecht, Annick Jamart, Justine Lacroix, Anne Lafont,
Manuel Lafont Rapnouil, Emmanuel Laurentin, Guillaume Le Blanc,
Nicolas Léger, Michel Marian, Marie Mendras, Jean-Claude Monod,
Hélène Mugnier, Véronique Nahoum-Grappe, Bernard Perret,
Jean-Pierre Peyroulou, Jean-Yves Pranchère, Camille Riquier,
Jean-Louis Schlegel, Lucile Schmid

Comité d'honneur

Olivier Abel, Dominique Bourg, Jean-Philippe Domecq,
Jean-Pierre Dupuy, Alain Ehrenberg, Jean-Claude Eslin, Jean-Marc Ferry,
Nicole Gnesotto, Dick Howard, Hugues Lagrange, Bernard Manin,
Patrick Mignon, Thierry Paquot, Joël Roman, Olivier Roy, Jean-Loup Thébaud,
Irène Théry, Georges Vigarello, Catherine Wihtol de Wenden, Frédéric Worms

À plusieurs voix

**Catholicisme,
une voie de refondation**
Paul Thibaud
p. 10

**La médecine
contre les robots**
Jean Lacau Saint-Guily
p. 13

La moitié du ciel ?
Judith Geng
p. 16

**La Corne de l'Afrique,
un champ de bataille
à deux échelles**
Sonia Le Gouriellec
p. 20

Retour sur la crise kazakhe
Catherine Poujol
p. 23

**Aux États-Unis :
plutôt Poutine
que les Démocrates ?**
Michael C. Behrent
p. 27

En Ukraine et en Russie, le temps de la guerre

Introduction
*Anne-Lorraine Bujon
et Marie Mendras*
p. 35

Dire le vrai
Entretien avec Constantin Sigov
p. 39

**Quand le faux met le feu.
Le mensonge politique
de Poutine**
Véronique Nahoum-Grappe
p. 45

**Memorial sur le front
de l'histoire**
Nicolas Werth
p. 51

**Sergueï Lebedev :
une odyssée littéraire
de la mémoire russe**
Nicolas Léger
p. 63

Briser la chaîne d'impunité
*Entretien avec
Alexandre Tcherkassov*
p. 67

**Les sociétés civiles dans l'état
du droit russe**

Catherine Ifly

p. 75

**Les nouveaux espaces
du cinéma russe**

Louis Andrieu

p. 89

Le malaise de la société russe

Entretien avec Andreï Kolesnikov

p. 95

Varia

**La justice et les tensions
entre générations**

Hugues Lagrange

p. 109

Le fascisme du dedans

Pierre Magne

p. 121

Tous Indiens désormais.

**La politique à retardement
de Claude Lévi-Strauss**

Jean-Claude Monod

p. 133

Cultures

Chroniques

p. 140

**Pour une autre histoire
de la racialisation**

Magali Bessone

**La naissance
de l'écoféminisme**

Judith Bastie

Des mots dans la béance

Camille Pech de Laclause

Recensions

p. 151

En écho

p. 187

ÊTRE OU NE PAS ÊTRE EN GUERRE

Il y a maintenant deux ans, le président Macron annonçait à la télévision que nous étions « *en guerre* » contre un virus. Une guerre donnant aux soignants, comme aux soldats de 14 en leur temps, « *des droits sur nous* ». On sait l'importance qu'a prise, dans les mois suivants, la référence martiale dans la gestion de l'épidémie. Sa manifestation la plus nette fut le choix, constamment réitéré, du conseil de défense comme lieu et organe principal de la prise de décision. Aujourd'hui, après l'agression armée par la Russie d'un État souverain sur le sol européen, nos dirigeants répètent au contraire que « *nous ne sommes pas en guerre contre la Russie* », comme pour rassurer des opinions publiques qui, en Europe, aux États-Unis et ailleurs encore, ne sont manifestement plus prêtes à s'engager dans un conflit armé.

Paradoxalement, à mesure que le spectre de la guerre s'éloignait dans des sociétés libérales pacifiées, les références à la guerre n'ont cessé de croître : guerre économique, guerre de l'information, guerre culturelle... certains de ces usages ne traduisent qu'une déréalisation de la guerre dans nos imaginaires. On sait par exemple à quel point les chefs d'entreprise sont friands de stratégie militaire, aimant y voir un parallèle avec leur propre activité. D'autres, en revanche, renvoient à une diffusion tous azimuts de nouvelles formes d'arsenalisation : pour les États occidentaux, les sanctions économiques de plus en plus diversifiées et ciblées sont devenues « *les armes de la paix* ». À leur rencontre, les flux migratoires sont utilisés comme de véritables armes sociales et culturelles par certains États, comme la Turquie ou la Biélorussie. La manipulation de

l'information, plus intrusive et agressive, n'est plus considérée comme un instrument d'influence, mais de déstabilisation. Des virus informatiques paralysent des réseaux de transport ou des hôpitaux, et lorsque des drones en viennent à menacer des centrales nucléaires ou des puits de pétrole, les distinctions se brouillent encore un peu plus entre les moyens qui relèvent ou ne relèvent pas du champ de la guerre. Dans un monde global et interconnecté, les affrontements entre armées reculent, mais les conflits protéiformes se multiplient. Et surtout, ils sont de moins en moins portés par des armées formées de citoyens. Les sociétés civiles, en particulier européennes, sont très largement désarmées, ne veulent ni ne savent se battre, et l'usage de la violence y est volontiers confié, au mieux, à des armées de métier dont les opérations extérieures sont peu suivies et, au pire, à leurs marges¹, celles des réseaux mafieux, des milices ou des mercenaires, dont on sait le rôle qu'ils ont joué et jouent encore sur plusieurs théâtres de conflit, y compris en Ukraine aujourd'hui. Ce brouillage et cette hybridation de la guerre et de la paix ont été au centre de la réflexion de Pierre Hassner, qui en a retracé les métamorphoses en décryptant les dialectiques complexes qui se jouent entre pouvoirs politiques, forces militaires et sociétés civiles.

Si nous ne sommes plus en guerre, nous ne nous sentons plus tout à fait en paix.

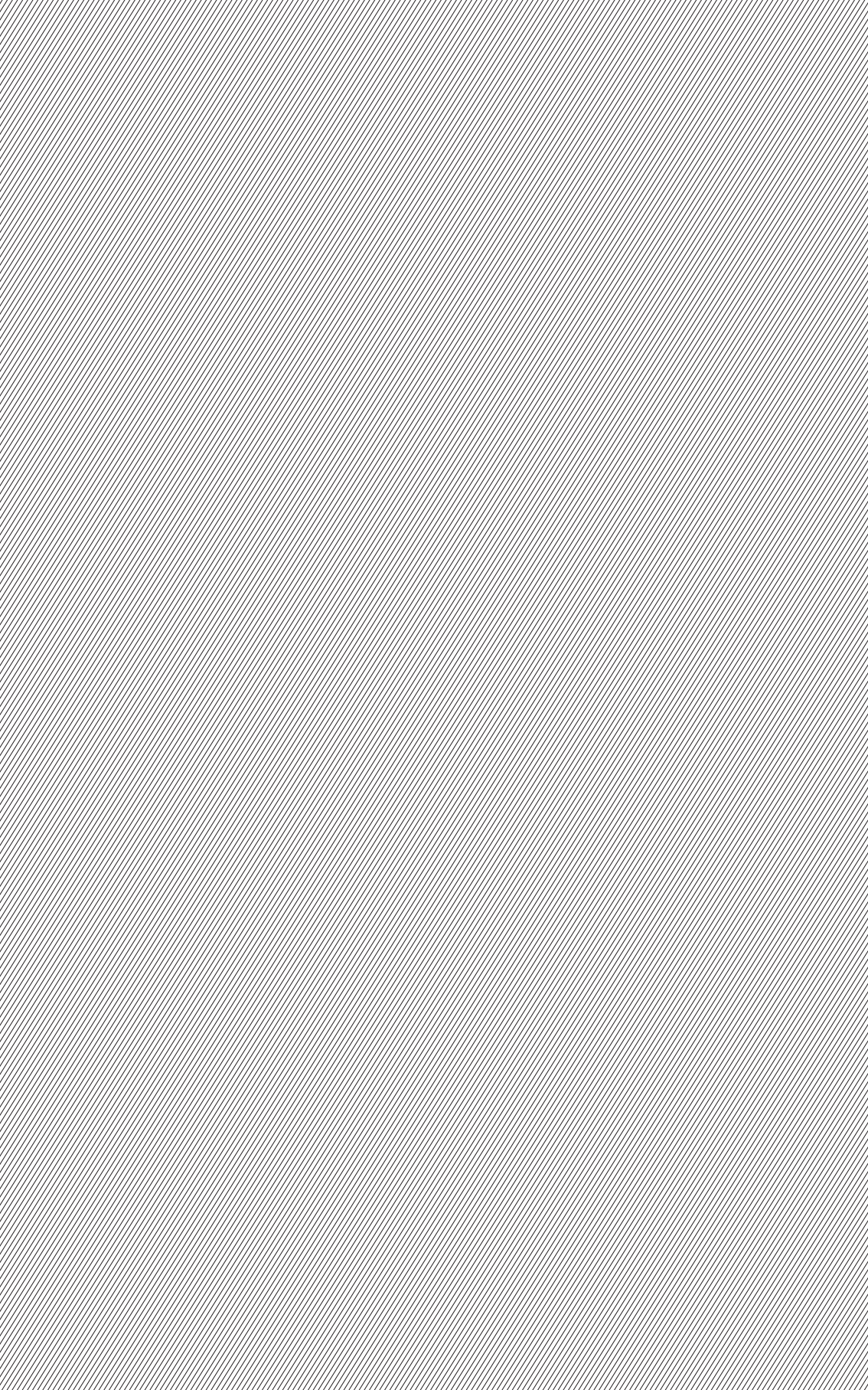
Si nous ne sommes plus en guerre, cela fait longtemps que nous ne nous sentons plus tout à fait en paix. Or ce double nivellement des expériences et du langage a eu des effets politiques délétères. Alors que la guerre a eu historiquement le pouvoir d'écraser momentanément les divisions politiques et de justifier l'union nationale, voire « sacrée », la promesse de la paix démocratique était aussi celle du déploiement d'une conflictualité ouverte, plurielle, médiatisée par les institutions. L'omniprésence de la référence à la guerre ces dernières années a au contraire permis le retour à des formes binaires et réductrices du débat public, désignant des amis et des ennemis. La lutte contre le terrorisme, et dernièrement contre le virus, a nourri la tentation d'écraser la délibération. La montée en puissance de l'extrême

1 - Sur cette question, des travaux actualisent de manière féconde la pensée de l'historien de l'islam médiéval Ibn Khaldoun. Voir notamment Gabriel Martinez-Gros, « L'État et ses tribus, ou le devenir tribal du monde. Réflexions à partir d'Ibn Khaldoun », *Esprit*, janvier 2012 et Hamit Bozarslan, « Quand les sociétés s'effondrent. Perspectives khaliduniennes sur les conflits contemporains », *Esprit*, janvier 2016.

droite, qui réduit à une demande d'ordre l'aspiration à la sécurité dans un monde perçu comme dangereux, a dans le même temps autorisé les candidats « républicains » à se présenter comme la seule alternative au « *chaos* », une autre manière de nier la conflictualité.

Aujourd'hui, à l'aube de l'élection présidentielle, c'est une guerre qui survient à nos portes. Ni un attentat terroriste, ni une guerre civile, mais l'agression d'une dictature contre un État souverain et démocratique, telle que nous ne pensions plus en voir en Europe, avec ses chars, ses avions de combats et ses missiles de haute technologie. À Kyiv, à Marioupol, à Kharkiv, l'état de guerre est là, dans toute son horreur destructrice et sa violence meurtrière. Qu'en est-il chez nous ? Certains déplorent que cette déflagration nous prive d'une véritable campagne, et redoutent qu'elle ne favorise le président sortant. On pourrait objecter que la campagne présidentielle, avant même le déclenchement de cette guerre, ne brillait pas par son intensité ni par sa qualité. Surtout, puisque cette guerre engage l'avenir des sociétés démocratiques en Europe, n'est-il pas inévitable et même souhaitable qu'elle bouleverse le débat public ? Qu'elle puisse inciter une partie de la population à reconduire le président en exercice est une chose. Mais ce moment de vérité, où des valeurs essentielles sont en jeu, n'est-il pas aussi l'occasion d'exiger de tous nos responsables politiques qu'ils se montrent à la hauteur de l'événement ? Il est légitime d'interpeller les candidats aujourd'hui sur leur vision de l'ordre international, surtout quand on sait la complaisance dont une large frange du spectre politique a fait preuve à l'égard du régime de Vladimir Poutine. Et cette exigence de clarification vaudra aussi pour le président sortant, qui ne pourra brandir les valeurs fondatrices de l'Union européenne dans l'arène internationale sans prêter la même attention, en France, au respect des droits humains et des libertés publiques, au rôle du Parlement et des corps intermédiaires, aux demandes d'équité et de justice sociale. Alors que des Ukrainiens meurent en ce moment même pour défendre la démocratie, ayons l'exigence de faire vivre la nôtre.

Esprit



À
PLUSIEURS
VOIX

CATHOLICISME, UNE VOIE DE REFONDATION

Paul Thibaud

Il y a bien des raisons de s'inquiéter de la situation du catholicisme en Occident, la plus évidente de ces raisons étant la pédophilie ecclésiastique et les scandales à répétition qui s'ensuivent. Mais on peut se demander si, à n'examiner que la suite des accusations et des répliques, on ne s'enfoncé pas dans le tohu-bohu. Si l'essentiel n'est pas l'étiologie ni même l'épuisement, au bout d'une série d'émancipations et de querelles, de la prétention, de la part du catholicisme, de rester le précepteur de peuples dont il a été une matrice. C'est sur cette échéance que l'on doit s'interroger.

Plus que le rappel des défaillances de telle ou telle autorité, un tableau d'ensemble peut servir de point de départ. Le rapport de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase) renvoie à une enquête de Santé publique France sur les agressions sexuelles subies avant leur majorité par les Français adultes en 2016 : 5 500 000 agressés, soit 10,61 % (14,5 % des femmes, 6,4 % des hommes). Ces agressions étaient survenues dans les familles

(5,7 %), dans un cadre amical (1,8 %), dans le cadre d'activités liées à l'Église (1,98 %) ou ailleurs (1,13 %). On ne peut donc pas dire que le clergé catholique est le centre de la pédophilie en France. Mais on pourra conclure que la violence pédophilique a en France deux foyers très différents. Le principal est la famille, où les violences incestueuses paraissent toucher davantage les filles ; l'autre pôle, secondaire, est l'appareil clérical, qui s'en prend surtout aux garçons (la Ciase trouve « une grande majorité de préadolescents », de garçons donc, parmi ceux dont elle a reçu les plaintes).

L'intériorisation perversive d'un privilège

Ces observations obligent évidemment à s'interroger sur le célibat des prêtres, symbole et concrétisation d'une position hors société que certains intériorisent de manière perversive comme un privilège sans limites. Cette mise à part concernant aussi l'institution dans son ensemble, l'opinion y voit l'explication du silence longtemps gardé sur les dévoiements du statut de clerc. Le jugement de l'opinion est très différent quand est en cause l'autre institution où sévit la pédophilie. Il est connu que la famille lave son linge sale à domicile, et il arrive que la lessiveuse déborde. On admet qu'il y a des secrets de famille parce que la famille inscrit dans le temps et l'espace

une particularité, une lignée, qui est son affaire propre, alors qu'il n'y a pas de « secret d'Église » acceptable, puisque l'Église prétend énoncer un message universel et qui ne passera pas. Ce qu'on ne supporte pas quand il s'agit de l'Église catholique, c'est moins le secret gardé sur les fautes des siens que la prétention d'éluder tout jugement extérieur, d'être l'instance ultime, d'occuper une position métahistorique comme inexpugnable. Le fait de laisser la justice civile dans l'ignorance de certains méfaits, ou de lui faire barrage, traduisait la conscience de jouir d'un privilège de fond.

À considérer par exemple l'attitude qui prévaut quand on aborde maintenant les « questions de société », on voit combien est hors de saison la prétention de l'Église de servir encore de guide dans la modernité. Ses conceptions de la famille, de la morale sexuelle ou de la fin de vie sont aujourd'hui récusées. À quoi s'ajoute le ressentiment associé au souvenir de la domination morale antérieure. Est écarté *a priori* tout ce qui peut renvoyer à l'anthropologie dogmatique dont l'Église s'est fait un emblème.

L'Église est-elle capable d'échapper à la nostalgie de ses anciens privilèges, donc à la structure mentale immobiliste dont le statut des clercs est le centre ? En tout cas, certains théologiens font la critique de cet immobilisme

et cherchent à en dégager les fondements. Pour Véronique Margron (religieuse dominicaine et thérapeute), ce refus par l'institution des questions que lui pose l'humanité développant son histoire est déterminé par une idée figée, statufiée, de la Création et de l'Incarnation. S'inspirant de Hans Jonas, elle écrit au contraire : « *Dieu a abandonné sa toute-puissance pour créer le monde [...] pour faire advenir l'histoire humaine*¹. » Allant dans le même sens, un théologien bénédictin reconnu, Ghislain Lafont, a publié un petit livre, point d'orgue de son œuvre, qui montre comment l'Église s'est paralysée, établie en héritière et non en participante de l'histoire biblique². Il indique aussi quelle relecture, quel approfondissement de notre confiance et de notre engagement peuvent nous libérer d'entraves que nous subissons sans les voir.

L'obsession pour ce qui ne change pas

Dans le jardin de l'Éden, croyons-nous par habitude, par fascination pour notre folklore, il n'y a pas d'histoire, rien qui, dès le commencement, indique un développement qui conduirait à l'Incarnation. Le seul événement est le « péché originel », le refus

1 - Véronique Margron, *Un moment de vérité*, Paris, Albin Michel, 2019, p. 22.

2 - Ghislain Lafont, *Le Catholicisme autrement ?*, Paris, Éditions du Cerf, 2020.

d'écouter la Parole, faute qu'il faudra un jour réparer. Ainsi, d'emblée, la révélation est inscrite dans un espace clos, l'intervention du Fils ne participera pas d'une Révélation en cours depuis le début ; étant une réparation, elle restera inscrite dans un cercle.

**Dans le jardin de l'Éden,
croions-nous par
habitude, il n'y a pas
d'histoire.**

Cette représentation statique, souligne Véronique Margron³, sera obsédée par ce qui, dans l'humanité, ne change pas. Cela se concrétisera dans une vue négative de la chair, une hantise du pur et de l'impur. Le mal n'est pas ce que l'on peut commettre, mais ce que l'on est. Il n'y a donc pas à s'étonner que la hantise de la pureté perdue ait rendu certains prêtres aveugles aux effets de leur conduite, au mal commis à l'encontre de ceux qui subissent leur emprise. Ils oscillent entre le désespoir et le déni, alors que la conscience du mal commis et à réparer pourrait les sortir de leur prison.

Au lieu de faire de ces prêtres défaillants des boucs émissaires, nous devrions sans doute prendre

conscience, suggèrent aussi ces auteurs, que nos manières de célébrer enferment les clercs dans le sublime, les font apparaître coupés du peuple pour rendre présent le sacrifice du Christ en prononçant des paroles dont l'effet est « *si complet [...] qu'il ne requiert pas d'être partagé par les hommes*⁴ ». Nos manières de célébrer, donc la messe dominicale qui est au cœur de l'identité catholique, assignent aux prêtres une position sublime et inhumaine. La transsubstantiation, c'est sa parole qui l'opère, devant les fidèles silencieux. On est bien loin de la ferveur qui emporte saint Paul quand il évoque dans l'Épître aux Romains une communauté de croyants où personne n'a de « *prétentions déraisonnables* », qui repose sur la diversité et l'équivalence des dons et des fonctions qui sont mis en commun. On s'en rapprocherait si les paroles de la consécration étaient récitées collectivement, et si la prière universelle, seul moment de la messe où les laïcs s'expriment de manière indépendante, traduisait leurs préoccupations actuelles au lieu d'être un recueil d'intentions pieuses.

L'émotion autour de la pédophilie dans le clergé peut paraître injuste : l'inceste n'entraîne pas de mise en cause de la famille. Mais cet épisode ne sera pas inutile s'il nous apprend

3 - V. Margron, *Un moment de vérité*, op. cit., p. 95.

4 - G. Lafont, *Le Catholicisme autrement ?*, op. cit., p. 73.

qu'est devenue intenable, en tant que corruption de notre piété, une manière de « canoniser un état de la foi et de la vie de l'Église qui empêche d'aller de l'avant et de rencontrer le souffle de l'Esprit qui ne s'arrête jamais⁵ », à propos de quoi Lafont parle de « refondation » de l'Église et non de réforme, signifiant que c'est la manière de croire elle-même qui est en cause, la façon dont nous relions la révélation biblique à la vie de l'humanité, à notre vie propre.

Paul Thibaud

Philosophe et historien, il a dirigé la revue *Esprit* de 1977 à 1989.

LA MÉDECINE CONTRE LES ROBOTS

Jean Lacau Saint-Guilly

Ce n'est pas l'hôpital qui s'effondre, c'est la médecine. Enfin, ce qu'on appelle la médecine aujourd'hui : des prestations, des tarifs. Elle est loin de couvrir tout ce dont a besoin l'homme malade. Les professionnels ont l'intuition qu'à la servir, ils perdent leur temps, voire leur âme de soignant. On leur dit qu'en les rémunérant mieux,

on leur rendra leur feu sacré. C'est une illusion, que la crise sanitaire due à la Covid-19 a contribué à dénoncer. Les candidats à l'élection présidentielle diront tous prudemment la même chose : ils donneront à l'hôpital plus de *moyens*. Mais le diagnostic n'est pas le bon.

Deux médecines

Lorsqu'une personne recourt à la médecine, il y a deux situations possibles. Si elle souffre d'une maladie ou d'un « problème de santé » bien identifié, un médecin spécialisé et compétent met en œuvre une procédure technique établie, en dehors de l'urgence, dans un environnement pacifié. On peut alors espérer de bons résultats, sans complication, correctement pris en charge par la Sécurité sociale et les mutuelles. Cette situation correspond à une médecine des prestations techniques : prescrire une antibiothérapie, mettre en place une prothèse de hanche ou des *stents* coronariens, retirer une thyroïde tumorale, soigner une cataracte, etc. On y fait des progrès technologiques, notamment avec la chirurgie non invasive ou ambulatoire, et on peut y gagner de l'argent : c'est la vitrine de la médecine.

Tout autres sont le traitement de maladies complexes avec comorbidités, la médecine des bobos de tous les jours, l'urgence et le soin exigeant des maladies longues (cancers, insuffisance

5 - G. Lafont, *Le Catholicisme autrement ?*, op. cit., p. 163.

rénale terminale, maladies cardiaques, maladies neurologiques dégénératives, diabète, maladies psychiques, etc.). Dans ces cas, la médecine fait ce qu'elle peut avec ce qu'elle a.

Les promoteurs de la tarification à l'activité considèrent que ce mode de gestion est le seul à pouvoir contenir les coûts de certains traitements innovants et personnalisés. Pourtant, il conduit à des arbitrages : qui mérite, selon un calcul utilitariste, que de tels coûts soient engagés par la société ? Qui, au contraire, aura des chances de survie trop faibles ou une survie trop courte, pour qu'on refuse de financer son traitement ? On sait que le coût médical est très élevé lors des derniers mois de vie. Est-il raisonnable de déployer beaucoup d'efforts et d'argent pour un résultat mortel ? Les algorithmes permettent déjà de déterminer quand un être humain a atteint son obsolescence. Les temps ne sont pas tout à fait mûrs pour les employer, mais on s'en approche. La déclaration récente du directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, appelant au déremboursement des passages en réanimation pour des patients qui ne sont pas vaccinés contre la Covid, va dans le sens de soins délivrés sous condition de vertu sanitaire.

La rentabilité contre le soin

Cette médecine coûteuse, technique et élitiste est-elle celle que nous voulons ? Les États-Unis disposent aujourd'hui de la meilleure recherche clinique et de la plus grande innovation technique, mais la pédiatrie et la médecine sociale y sont en même temps catastrophiques, avec un fort taux de mortalité néonatale. Ainsi, dans des pays riches, les plus grands progrès techniques cohabitent avec la médecine préventive ou générale la plus déficiente. Pourtant, le public demande une médecine de bonne qualité humaine, faite de temps passé, d'écoute, de relation, d'attention. On constate donc une discordance entre la médecine techno-centrée et la médecine relationnelle.

On constate une discordance entre la médecine techno-centrée et la médecine relationnelle.

L'hôpital est le lieu public où l'attention à l'écologie est la plus faible. Il est aussi un lieu où aucune réflexion extérieure au monde de la santé (politique, par exemple) n'ose remettre en cause le modèle des « moyens supplémentaires ». Les économistes et les administrateurs de la santé, pour

leur part, s'en tiennent à une « meilleure organisation » des soins. Ces positions antagoniques ne remettent pas en question le modèle de mise à la disposition des citoyens d'une technologie toujours plus coûteuse. L'enjeu de santé semble en effet annihiler toute pensée critique.

Désormais, le moindre acte médical de routine fait l'objet de propositions technologiques de confort, qui sont loin d'être indispensables. Les prétextes infectieux, de précaution ou réglementaires de tous ordres apportent une justification supplémentaire. On remplace partout le personnel, qui se préoccupait d'apporter du soin et de l'attention aux patients, par des outils techniques, qui ne sont souvent que des gadgets, mais qui font tourner la machine économique internationale. Ce principe de rentabilité a investi le système médical depuis longtemps¹. Dans les établissements de soins publics comme privés, les activités les plus rémunératrices sont privilégiées aux dépens d'activités moins rentables, aussi essentielles puissent-elles être pour la santé publique. Parallèlement, dans une bonne partie du monde, les technologies innovantes

demeurent inaccessibles et le niveau de médecine offert reste rudimentaire.

Vers la décroissance

Ainsi, des soignants quittent l'hôpital, voire abandonnent l'exercice de la médecine, parce qu'ils ne peuvent plus soigner avec efficacité et dignité tous les malades. À l'inverse, entrent dans ces métiers des personnes, médecins en particulier, que la dimension technique de la médecine intéresse plus que tout.

La *décroissance* doit être pourtant conceptualisée en médecine : non une décroissance de ce qui soigne et guérit, mais une décroissance technique, qui doit être acceptée au profit du maintien d'une médecine de l'attention et du soin, d'un juste usage de la technique.

Actuellement, les pathologies (diabète, cancers, pathologies cardio- et neurovasculaires) ou les situations médicales fréquentes (procréation, vieillissement) sont les mieux à même de promouvoir un progrès technologique dans leur domaine et d'en assurer la rentabilité économique à un niveau mondial, essentiellement dans les pays avancés. Les techniques biomédicales industriellement disponibles peuvent même déterminer l'offre de soin. Ainsi, dans la prise en charge des cancers de la prostate, la mise à disposition de la chirurgie robotique dans un établissement conduit à favoriser cette indication aux

1 - Voir, déjà, Ivan Illich, *Némésis médicale. L'expropriation de la santé* [1988], préface de Jean-Pierre Dupuy, Paris, Seuil, 2021, et Georges Bernanos, *La France contre les robots* [1947], préface de Pierre-Louis Basse, Bègles, Le Castor astral, 2017.

dépens d'autres traitements (chirurgie classique, radiothérapie, hormono-thérapie). À l'inverse, des maladies rares ne bénéficient guère des progrès technologiques, car leur marché est trop étroit.

En tant que médecin, je sais que les progrès techniques ont permis à des malades de survivre à leur maladie, mais je sais aussi que le lien entre humains est une caractéristique fondamentale du soin : de laver et donner à manger jusqu'aux actes médicaux et chirurgicaux les plus sophistiqués. La seule proposition technique, aussi coûteuse soit-elle, ne pourra étancher la soif de vivre de l'être humain, laissant les ouvriers qui la servent (médecins et non-médecins) et ceux qui la reçoivent (patients) dans l'insatisfaction : son rôle principal, dans le capitalisme mondialisé, est de générer du profit. Mais le lien d'humanité est-il encore possible autrement que comme prestation tarifée ?

Jean Lacau Saint-Guily

Président de la Société française d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie de la face et du cou, professeur émérite de médecine à l'université Paris Sorbonne, praticien hospitalier à l'hôpital Fondation Rothschild.

LA MOITIÉ DU CIEL ?

Judith Geng

Au moment où Pékin célébrait de mille feux les Jeux olympiques pour la seconde fois, la confiance d'un grand nombre d'internautes chinois en la puissance et la modernité du pays ainsi mises en scène a été sérieusement bousculée par le sort d'une femme réduite à l'état d'esclave sexuelle, dans un village dépendant de la ville de Xuzhou, au sud-est de la Chine. Tout est parti d'une courte vidéo mise en ligne le 28 janvier 2022, une semaine avant l'ouverture des Jeux. Elle montrait cette femme, peu vêtue, dans un froid hivernal, cadenas au cou, enchaînée dans un taudis. Sous les feux des questions des internautes indignés, les autorités locales, après des communiqués contradictoires, ont fini par confirmer les soupçons : cette femme, mère de huit enfants de 2 à 23 ans, dont sept garçons, a bien été victime de kidnapping et vendue à plusieurs reprises. Elle a été ensuite mariée à l'homme qui vit à côté de son taudis, avec les enfants... Le succès économique de la Chine tend à faire oublier qu'un grand nombre de femmes chinoises y sont encore victimes de ce genre de trafic. De quoi faire douter de la réalité de l'égalité des droits de la « moitié du ciel » en Chine.

Réduites à l'état d'esclave

Certes, le trafic d'êtres humains, surtout de femmes, n'est pas une situation propre à la Chine. Ce qui est particulier, c'est que ces victimes y sont surtout destinées à être mariées, la plupart du temps à des hommes pauvres dans des régions reculées, pour faire des enfants. La mise en place de la politique de l'enfant unique en 1979 a créé de fortes tensions dans une société où la nécessité de perpétuer la lignée par une descendance masculine a une importance particulière et a conduit à un déficit de femmes. Beaucoup de filles n'ont pas pu naître, d'autres ont été abandonnées ou sont mortes faute de soins. Malgré le relâchement de cette politique depuis 2016, le dernier recensement réalisé en 2020 révèle encore un surnombre de 34,9 millions d'hommes par rapport aux femmes. Le Bureau national de statistiques a reconnu un écart de plus de 17 millions d'hommes par rapport aux femmes dans la tranche d'âge entre 20 et 40 ans !

Un tel écart constitue une porte ouverte au trafic. Entre 1986-1989, rien qu'à Xuzhou, d'où est parti le scandale, on dénombrait plus de 48 000 femmes qui en étaient victimes¹ ! Ce trafic, qui prend l'allure d'un commerce organisé, franchit même les

frontières. En 2019, Human Rights Watch faisait état de l'augmentation du nombre de filles et de femmes de Kachin en Birmanie qui sont victimes de trafic vers la Chine².

La complaisance des autorités

Si les drames de ces femmes victimes choquent l'opinion publique, la plupart d'entre elles, en plus de devoir procréer contre leur gré, étant victimes de violences physiques sous diverses formes de la part des trafiquants mais aussi de leur mari acheteur, on peut constater une attitude complaisante, à différents échelons de la société, vis-à-vis de ce trafic. Une solidarité s'organise même parfois au village, pour empêcher la fuite de ces victimes-marchandises. Les autorités locales ferment souvent les yeux. Sans compter la corruption pour assurer « la bonne marche » du trafic, elles y voient une solution pour désamorcer la bombe sociale à retardement que représente le grand nombre d'hommes en célibat forcé. L'écrivain chinois Jia Pingwa, qui a consacré un de ses romans à ce sujet (*Jihua*, 2016, non traduit), commentait ainsi la vidéo de la femme enchaînée : « *Si ces hommes n'achètent pas de femmes pour se marier, ces villages vont disparaître...* »

1 - Voir Xie Zhihong et Xia Lusheng, *Un fléau ancestral : rapport sur le trafic de femmes en Chine*, Hangzhou, Maison d'édition de littérature et d'art du Zhejiang, 1989.

2 - “‘Give us a baby and we'll let you go’: Trafficking of Kachin ‘brides’ from Myanmar to China” [en ligne], *Human Rights Watch*, mars 2019.

Ce commentaire lui a valu des critiques acerbes de la part d'internautes, mais il explique en partie la complaisance envers ce trafic. Après avoir été confrontées à la brutalité de la stérilisation forcée ou de l'avortement forcé en raison de la politique de limitation des naissances, les femmes semblent devoir aussi payer un lourd tribut pour la situation qui en résulte.

Le trafic d'êtres humains est certes puni par la loi en Chine, mais cette loi montre une certaine clémence pour les acheteurs, qui encourent une sanction moins lourde que les vendeurs, les considérant comme des victimes. Le pénaliste chinois Luo Xiang s'indigne ainsi, sur son blog à la date du 7 février 2022, du fait que l'acheteur d'un perroquet, animal protégé, encourt une peine plus lourde que celui qui achète une épouse ! Des internautes ont déterré un jugement du tribunal de Feng District, rejetant la demande de divorce faite par une victime du trafic.

La mainmise du Parti communiste chinois sur l'information explique le long silence des grands médias nationaux face à cette affaire, dite désormais « #femme enchaînée ». S'il arrive que des récits des victimes captent l'attention de la presse officielle, cette dernière tente très souvent de leur donner une « fin heureuse », en les transformant en « énergie positive » souhaitée par le Parti. Ainsi, Gao Yanmin, jeune femme enlevée

à 18 ans puis violentée et vendue au fin fond de la montagne, présentée désormais comme « la plus belle enseignante de village », a fait l'objet d'un film en 2009. Une vidéo, diffusée en octobre 2020 par l'Agence Chine nouvelle, mettant en scène le bonheur d'une Birmane mariée à un Chinois, a scandalisé un certain nombre d'associations birmanes luttant contre le trafic d'êtres humains³.

Où sont les féministes ?

L'image de la femme enchaînée met sérieusement en doute l'égalité des droits des femmes chinoises que le statut de moitié du ciel laisse prétendre. Si, depuis la prise de pouvoir par le PCC en 1949, d'importants progrès ont été réalisés en faveur des droits des femmes, les mesures mises en place n'attaquaient pas réellement les fondements traditionnels de la discrimination à l'égard des femmes. La moitié du ciel a été certes mise en valeur dans le discours politique, mais ses droits ne sont défendus qu'en fonction du besoin de la politique générale, définie et dirigée par un Parti dominé par les hommes.

Le silence assourdissant de la puissante Fédération nationale des femmes illustre bien la limite de ce féminisme dirigé et contrôlé par le Parti-État, que ce soit devant le tollé suscité par

3 - Julia Guinamard, « Une vidéo de propagande vantant les mariages en Chine » [en ligne], *Le Petit Journal*, 19 novembre 2020.

cette femme enchaînée, ou devant le soutien international pour Peng Shuai, cette championne de tennis qui accusait sur WeChat un ancien vice-Premier ministre d'agression sexuelle. Représentant officiellement toutes les femmes de la Chine, la Fédération agit surtout et avant tout sur l'ordre du gouvernement, silencieux quand la responsabilité de ce dernier est en jeu, même au détriment des droits des femmes qu'elle est censée défendre.

Un mouvement féministe plus autonome a bien tenté de se frayer un chemin, sous l'impulsion de la 4^e Conférence mondiale sur les femmes des Nations unies à Pékin en 1995. De nombreuses organisations non gouvernementales ont vu le jour, dans la limite d'une tolérance vigilante du gouvernement. L'arrivée d'une nouvelle génération de militantes féministes en 2012, par leur créativité et leur dynamisme, laissait entrevoir l'espoir d'une société plus ouverte. Mais l'illusion a été de courte durée. En 2015, cinq militantes, dites « les cinq sœurs », ont été arrêtées à la veille de la Journée internationale des droits des femmes, parce qu'elles prévoyaient de distribuer des tracts contre le harcèlement dans les transports en commun. L'élan de ce mouvement, plus autonome, se brise alors. La plateforme sur les réseaux sociaux, Voix des droits des femmes, lancée en écho avec le mouvement international

#MeToo, a été fermée courant 2018, et des dizaines de comptes de féministes ont aussi été supprimés début 2021...

L'image de la femme enchaînée met sérieusement en doute l'égalité des droits des femmes chinoises que le statut de moitié du ciel laisse prétendre.

La moitié du ciel chinoise semble avoir encore un long chemin à parcourir pour conquérir pleinement ses droits. Alors que Pékin tente de faire valoir la supériorité de son modèle face à celui de l'Occident, la Chine est devenue l'un des pays qui enregistre les plus mauvais résultats en matière d'égalité entre les sexes, dans le classement 2021 du World Economic Forum. Maintenant que la baisse de natalité a atteint un niveau critique, les femmes risquent à nouveau d'être appelées à contribution, cette fois-ci pour avoir plus d'enfants. D'autant que Xi Jinping, dans ses différents discours, met à nouveau l'accent sur l'importance du rôle des femmes pour une vie familiale harmonieuse.

Le slogan « Les droits des femmes sont des droits de l'homme », lancé dans le sillage de la 4^e Conférence mondiale sur les femmes, avait pu revigorer un mouvement de femmes

autonome en Chine. Près de trente ans plus tard, à l'heure où les droits fondamentaux sont massivement bafoués, il est difficile d'imaginer un temps plus clément pour la moitié du ciel.

Judith Geng

Journaliste à Radio France International, elle a notamment publié, avec Mei Yang, « La nation chinoise de Xi Jinping » (*Esprit*, décembre 2020).

LA CORNE DE L'AFRIQUE, UN CHAMP DE BATAILLE À DEUX ÉCHELLES

Sonia Le Gouriellec

Depuis de nombreux mois, la stabilité du système international inquiète : recul de l'hyperpuissance américaine, rapprochement de la Chine et de la Russie et conflit sur des territoires tiers, comme l'Ukraine. Si les événements qui se déroulent dans la Corne de l'Afrique sont révélateurs de ces transformations, ils nous invitent aussi à la prudence. Les alliances qui s'y nouent montrent qu'il ne faut pas

oublier les contingences locales et les capacités d'action des acteurs dits « périphériques ».

Un nouveau grand jeu ?

En 2014, l'internationaliste Nuno P. Monteiro publiait un ouvrage majeur sur l'unipolarité du système international, toujours dominé par les États-Unis¹. Il y avançait que la Chine, notamment, n'avait ni les capacités ni l'ambition de projection de puissance (en dehors de son étranger proche) des États-Unis. Les événements dans la Corne de l'Afrique invalident cette hypothèse. L'installation d'une base chinoise à Djibouti en 2017, ainsi que la nomination d'un envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique en 2022, alors même que la Chine s'est toujours prévalu du principe de non-ingérence, est un tournant important.

En revanche, ce qui semble faire consensus dans ces débats théoriques est que la configuration du système international est marquée par un désordre généralisé et le retour d'une forme de multipolarité, où la compétition entre les grandes puissances augmente les risques de conflits sur de nombreux fronts au gré des changements d'alliances. La Corne de l'Afrique est une parfaite illustration de ces transformations.

1 - Nuno P. Monteiro, *Theory of Unipolar Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

Nouveau numéro :
N° 1/2022 — Mars 2022

CLIMAT : QUELLE MARCHÉ SUIVRE ?

- Un bilan de la COP26
- Où en est l'Accord de Paris sur le climat ?
- Comment parvenir à la neutralité carbone ?
- Les financements-climat vers l'Afrique : charge ou opportunité ?
- La diplomatie climatique sino-américaine

AFGHANISTAN : LEÇONS D'UN ÉCHEC

- L'OTAN en Afghanistan : quels enseignements ?
- L'UE peut-elle se doter des moyens de la puissance ?

ET AUSSI :

- « Éthiopie : dynamiques de la guerre civile »
- « Irak : l'impossible gestion de la diversité »
- « Boris Johnson : du Capitole à la roche Tarpéienne ? »
- « Un an après le coup d'État : une Birmanie en déroute »
- « Mondialisation du trafic de drogue :
une autre globalisation »

...

Numéro en vente en librairie et sur le site d'Armand Colin Revues
dès le 8 mars 2022



Suivez-nous sur notre blog politique-etrangere.com et sur Twitter [@Pol_Etrangere](https://twitter.com/Pol_Etrangere)

Directrice de la publication
Anne-Lorraine Bujon

Fabrication : TRANSAIRE SARL, F-04250 Turriers, 04 92 55 18 14
www.transfaire.com

Création de la maquette originale et illustration de couverture: Ip-3 / Olivier Marty

Publié avec le concours du Centre national du livre

Dépôt légal mars 2022 – Commission paritaire 0722 D 81899
ISSN 0014 0759 – ISBN 978-2-37234-207-0

n° 484, Avril 2022

Achévé d'imprimer sur les presses de Corlet Imprimeur
ZI, rue Maximilien Vox
Condé-sur-Noireau
14110 Condé-en-Normandie

N° d'impression: 2112.0873



Espriu est membre du réseau des revues européennes *Eurozine* (www.eurozine.com)

© ESPRIT – Sauf pour de courtes citations dans une critique de journal ou de magazine, il est interdit, sans la permission écrite des détenteurs du copyright, de reproduire ou d'utiliser les textes publiés dans cette revue, sous quelque forme que ce soit, par des moyens mécaniques, électroniques ou autres, connus présentement ou qui seraient inventés, y compris la xérogaphie, la photocopie ou l'enregistrement, de même que les systèmes d'informatique.

En application du Code de la propriété intellectuelle, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).